

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

sommaire :

- 3 **Est-ce que ça va suffire ?** par M-L DUBOIN
après l'affaire du sang contaminé, celle de "la vache folle" devrait montrer à l'opinion que les tares du système économique résident dans l'impératif du profit, qu'on fait passer avant l'humain. C'est donc bien les bases de ce système-là qu'il faut changer.
- 5 **Syndicalistes, ouvrez les yeux !** par B.PALIER
voici un tract à diffuser auprès de tous les ssyndiqués ou pas, et de tous les chô-
meurs...
- 6 **Libéralisme et privatisations,** par A.PRIME
une synthèse, qui retrace l'histoire des dérèglementations et privatisations lancées par Reagan et développées par la Dame de Fer en Angleterre, et qui est le modèle que suivent en France les gouvernements de droite.
- 7 **Alerte rouge !** PAR J-P MON
l'idée qu'un "communiste" puisse gagner les élections en Russie sème telle-
ment la panique dans les pays occidentaux, qu'ils n'ont reculé devant rien
pour soutenir Eltsine, à n'importe quel prix...
- 8 **La troisième voie, l'écho du cœur,** par R.LEXTRAY
il est temps de remettre l'Homme et la Nature au centre de toutes les activi-
tés humaines, car c'esr retrouver l'équilibre du cœur et de la raison
- 11 **Assez joué !** par M.TOULEB
au lieu de rêver s'en tirer seuls, les 28,8 millions de joueurs de loto feraient
mieux de chercher comment sortir d'un système économique catastrophique.

N° 957 juillet 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, (16) 1 30 71 58 04

μ◇ Pour faire réfléchir autour de vous :

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

◇ Pour votre réflexion personnelle :

épuisé.

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails (Edition Syros, 85 F,).

◇ Pour animer une discussion :

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

◇ Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

◇ Enfin une bande dessinée :

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

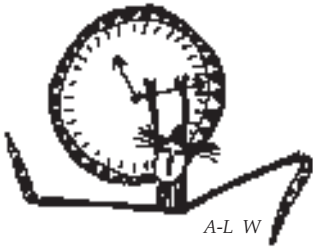
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



est-ce que ça va suffire ?

Il y a 16 ans, lorsque j'ai commencé à écrire *Les Affranchis* pour monter comment un pays peut vivre en économie distributive, je me suis dit que je ne pouvais pas commencer en supposant que l'économie des besoins avait été instaurée un beau jour, par exemple à la suite d'un vote. Ce n'était pas vraisemblable, l'opinion générale en était encore très loin. J'ai donc cherché un accident qui soit assez lourd de conséquences pour faire enfin réfléchir la population et l'amener à installer un système économique qui ne générerait plus de tels drames. Il fallait que cet accident remplisse certaines conditions : qu'il soit vraisemblable, qu'il montre l'extrême violence partout disponible, qu'il ait son origine dans la situation insupportable où se trouvent placés un grand nombre de gens et enfin qu'il ait des conséquences irréparables pour ceux qui se croient encore à l'abri. J'ai choisi un raid de kamikases (je dirais aujourd'hui : des intégristes) se jetant avec leurs avions sur des réserves nucléaires, détruisant ainsi ou rendant inhabitable pour des siècles (je dirais aujourd'hui : transformant en un second Tchernobyl) une région phare de notre civilisation, la Provence.

Depuis, bien des événements ont apporté de nouvelles preuves de la nécessité de changer les bases de notre société afin que son système économique cesse d'engendrer ces situations humainement insupportables, qu'on déplore, certes, ce qui n'empêche qu'elles se multiplient et s'aggravent. On constate, au fil des jours, que l'origine de ces catastrophes tient au fait qu'on a substitué l'argent, c'est à dire la recherche de profit sans morale ni état d'âme, à ce qui devrait rester la

priorité : l'humain. Mais un puissant écran occulte ces évidences, un écran qui s'appuie sur des habitudes et la peur du changement et qui est entretenu par l'idéologie dominante qui dispose de beaucoup de moyens pour s'imposer.

Alors, quel drame sera assez terrible pour ouvrir les yeux de la "majorité silencieuse" ?

Il y a eu celui du sang contaminé, qui était éloquent : dans tous les pays dits développés, des gens ont fait le choix de faire courir un risque mortel à un grand nombre de malades, plutôt que de perdre de l'argent en jetant leurs réserves de sang contaminé. En France, l'opinion a été calmée par les procès faits aux responsables présumés, si bien que l'affaire n'a pas vraiment remis en cause l'idéologie de l'argent. On a même dit que les responsables avaient agi en bons gestionnaires, évitant d'augmenter les frais de santé qui sont à la charge de la nation... On n'a pas fini d'entendre de tels arguments depuis que la réduction des dépenses publiques est à l'ordre du jour !

Mais celui de la vache folle, n'est-il pas de taille à enfin soulever sérieusement l'opinion ? Plus ça va, plus cette histoire fait découvrir les beautés de notre système économique. On a vu le Président de notre République intervenir pour qu'il soit décidé de faire cesser l'embargo sur des produits jugés dangereux. Puis on a appris que les Anglais avaient réussi à vendre chez nous ce qui était interdit chez eux pour cause de nocivité. L'opinion française a été plus choquée que lorsqu'elle entend dire que les déchets nucléaires occidentaux sont évacués sur le Tiers-monde...

Au moment où j'écris, le 19-6-96,

on prévoit que les Anglais vont utiliser tous les moyens de chantage dont ils disposent au plan européen pour faire prévaloir leurs intérêts financiers dans l'affaire. Les Européens peuvent donc s'en prendre à la perfidie d'Albion pour ne pas remettre en question celle du fric. Et l'idéologie dominante va s'organiser, affirmer que toutes les garanties sont prises, que les vétérinaires sérieux ne voient plus de danger, et qu'enfin, on ne peut pas prendre le risque de ruiner toute l'agriculture pour éviter un risque dont on n'est pas absolument certain...

Qui va l'emporter, je n'en sais rien. Mais l'affaire devrait laisser des traces dans l'opinion. Quand en aura-t-elle assez pour ouvrir les yeux sur les causes profondes de ces drames ?

* * *

Les tenants de l'idéologie dominante ont vilipendé la révolte de la fin de l'année dernière contre les mesures de Juppé, prises pour suivre les impératifs établis à Davos. Les travailleurs en grève étaient, à les entendre, des nantis ne songeant qu'à défendre leurs privilèges et qui devraient prendre exemple sur leurs homologues allemands qui, eux, savent négocier et accepter les mesures dites de modernisation qui s'imposent.

On vient de découvrir qu'en Allemagne, les négociations contre les restrictions imposées ont échoué et qu'une manifestation sans précédent a eu lieu à Bonn !

La même politique entraîne partout les mêmes conséquences...

Il est donc grand temps d'en adopter une autre...!

MARIE-LOUISE DUBOIN

Après réédition, nous disposons de nombreux exemplaires de notre numéro SPÉCIAL SOIXANTENAIRE. Diffusez-le autour de vous, c'est une page d'histoire qui fait réfléchir, c'est une rétrospective de soixante ans de lutte contre cette ignominie qu'est la misère dans l'abondance, c'est enfin une bouffée d'espoir grâce à des propositions dont tout le monde devrait reconnaître le bon sens.

lu, vu, entendu...

Vers une autre économie

L'auteur de "Économie et prospective" découvre que « l'investissement n'entraîne plus forcément la production et l'emploi ». Henry Antony rappelle que pour bien fonctionner, le mécanisme du libre-échange doit s'exercer à l'intérieur d'un espace homogène. Sinon les échanges sont soumis aux effets pervers de puissances dominantes, et c'est bien ce qui se passe dans le désordre actuel d'un monde où les inégalités sont énormes.

L.Senghor demandait que le libre-échange soit un juste échange, c'est-à-dire que soient compensées, en équité, par des mesures adéquates, les "inégalités de nature" entre partenaires.

D'après cet auteur, l'Europe doit opérer une mutation, dans les esprits et dans les faits et s'engager dans une autre économie... socio-culturelle. Cette mutation, d'après lui, ne sera pas le fait des grandes entreprises, accaparées par une compétition mondiale de plus en plus vive, mais celui d'une micro-économie de petites initiatives individuelles ou collectives.

(envoi de R. Perrin)

* * *

Vive les licenciements !

Ian King, journaliste au *Guardian*, remarquait dans son analyse du marché boursier, qu'il existe ce qu'il appelle un paradoxe. Alors que la plupart des gens trouvent insupportables les suppressions d'emploi, les jeunes gens bien payés de la "City" les aiment beaucoup tant qu'ils ne sont pas eux-mêmes concernés par les licenciements. C'est que les suppressions

d'emploi, expliquent-ils, permettent aux entreprises d'être plus compétitives, ce qui augmente les bénéficiaires et les dividendes. Plus généralement ces suppressions sont favorables à l'économie parce qu'elles aident aussi à maintenir l'inflation...

(envoi de K. Donnelly)

REMARQUE. Ceci est à rapprocher de l'attitude d'Alain Boubil (avec qui nous avons eu, il y a des années une controverse publique dont certains de nos lecteurs se souviennent sûrement). Dans un livre récent, publié après qu'il soit sorti de prison, il soutient que dans une entreprise ce sont les plus hauts salaires qu'il faut augmenter : ce sont les plus justifiés parce que c'est grâce à eux que l'entreprise est performante. Subventionner les bas salaires est par contre une erreur de gestion qui ne fait qu'entraver la compétitivité de l'entreprise.

M-L D

* * *

Mutations, il faut se préparer

« Il faut nous préparer, afin de pouvoir servir ensuite. Pensons globalement et agissons localement. Pour penser globalement, il faut se cultiver. Et pour agir localement, il faut prendre conscience de ce qui est accessible à notre action... La technique actuelle est plus proche du monde nouveau que ne le sont les hommes, attardés à des valeurs périmées et souhaitant tirer profit de ce qui déjà appartient à tous. Quant aux matières premières, fondement de l'industrie, elles ont été livrées à l'exploitation sauvage de ceux qui s'en sont rendus propriétaires, alors que la production industrielle se débat dans des difficultés que surmontent pourtant les multinationales, décriées à juste titre

lorsqu'elles usurpent l'exercice du pouvoir social, mais qui ouvrent les voies d'un mondialisme gestionnaire. En cela se prépare une autorégulation entre les disponibilités en matières premières et l'ordonnance mondiale des moyens de production industrielle ».

« Toutefois, rien n'atteindra son but si les hommes - et les nations qu'ils forment - ne se transforment pas fondamentalement. De leur propre chef, ils arrivent à des tentatives qui ont allure de prototypes assumés par de faibles minorités. Ces tentatives sont indispensables ; elles sont les semences dont les hommes tireront ensuite des moissons fécondes. De ces prototypes signifiants jusqu'aux réalisations mondiales par consentements mutuels, il y a un abîme à franchir... Le monde nouveau ne se constituera pas de personnes qui n'ont que des idées ; il se formera par apprentissages aussi étendus et aussi profonds que le permettent nos capacités propres ou réciproques... »

Marc Rohrbach,

Mutation (mai 1985)

« L'heure actuelle marque le proche aboutissement d'une phase essentielle, caractérisée par l'établissement d'une solidarité étroite entre les hommes ».

Marc Rohrbach,

Destin du monde,

destin des hommes

Précarité

Chiffres publiés l'an dernier par l'*Expansion* : 8,2 millions d'emplois précaires et 3,8 millions de chômeurs. C'est la nécessité qui fera que la plupart des gens chercheront des solutions bricolées et se tourneront vers une économie parallèle.

(envois de M. Touileb)

* * *

Le texte de la page suivante constitue l'essentiel d'une lettre envoyée par B. PALIER à la CFDT. Il nous a paru bon de le présenter de telle sorte que nos lecteurs puissent le diffuser sous forme de tract... →

syndiqués, syndicalistes, ouvrez les yeux !!

Nicole Notat concluait récemment une conférence de presse en ces termes « *Combien de temps faudra-t-il supporter ce paradoxe qui veut que les pays développés continuent à produire une richesse croissante qui s'accompagne de davantage de chômeurs et de pauvres ?* »

Il est heureux que la CFDT s'aperçoive de ce soi-disant paradoxe. Ça fait 70 ans que ça dure ! À l'époque on a appelé ça "*la grande crise des années 30*". Puis la guerre est arrivée et, pendant six ans, des millions d'hommes, au lieu de produire des biens de consommation, se sont acharnés à détruire et à s'entre-tuer. Ensuite il a fallu reconstruire. On a appelé ça les *30 glorieuses*. Après quoi, la crise est réapparue avec encore plus d'acuité puisqu'entre-temps, la production s'était robotisée.

La CFDT s'indigne parce que les patrons, malgré les cadeaux fiscaux et les détaxations de toutes sortes, n'embauchent pas. C'est normal parce que le rôle des entreprises n'est pas d'employer du personnel, mais de fabriquer des produits au moindre coût possible depuis que la concurrence s'est mondialisée. Vos campagnes d'information, vos déclarations péremptoires et vos défilés avec banderoles revendicatives n'y changeront rien. Les entreprises continueront à informatiser leur production et à dégraisser leurs effectifs. Seulement les patrons n'ont pas l'air de comprendre que si les salaires qu'ils versent à leur personnel est un élément du prix de revient qu'il faut s'efforcer de diminuer par tous les moyens, c'est aussi un élément du pouvoir d'achat de leurs clients qu'il faudrait augmenter par tous les moyens. Il y a là une contradiction absolue que le système libéral capitaliste est incapable de résoudre et qui fait que plus on fabrique de produits, moins on peut en vendre !

Comment sortir de cette situation ? Comment donner aux exclus du travail, jeunes, chômeurs, malades, retraités, les moyens de vivre ? Les prélèvements sur les salaires ont dépassé les limites du tolérable. Faire payer les entreprises ? Toutes les semaines les Tribunaux de Commerce prononcent des dizaines de faillites ! Les grosses boîtes imbriquées dans des trusts multinationaux

sont intouchables. Les revenus du capital ? Certaines banques qui se sont lancées dans la spéculation immobilière se trouvent à la tête de millions de mètres carrés de bureaux vides que personne ne veut, ni ne peut louer ou acheter... Le système est à bout de souffle et n'est pas réformable.

Les ministres et les journalistes stipendiés à la solde du grand capital nous répètent qu'il n'y a pas d'autres solutions que la rigueur et les privations pour sortir de la crise. C'est un mensonge. Puisqu'on manque d'argent pour nourrir les chômeurs, pour loger les SDF, pour instruire la jeunesse, pour soigner les malades et pour équilibrer le budget, il est clair que **LA RÉFORME À FAIRE EST UNE RÉFORME MONÉTAIRE.**

Les secteurs primaire et secondaire ne dégageant plus suffisamment de pouvoir d'achat pour écouler les produits qu'ils fabriquent, il est clair que l'État doit prendre le relais pour fournir de quoi vivre à tous les exclus de la production et pour ce faire, **L'ÉTAT DOIT REPRENDRE LE CONTROLE DE L'ÉMISSION MONÉTAIRE**, contrôle qu'il a abandonné aux banques depuis bien longtemps.

Bien entendu, cette monnaie gagée sur la production des biens de consommation ne devra servir qu'une fois et n'être pas thésaurisable, sans quoi les banques la récupéreront. Évidemment, une telle réforme, dont on peut discuter les modalités d'application, suppose une volonté politique de la part du gouvernement, ce qui n'est pas le cas, puisqu'on voit toujours les ministres des finances se soumettre aux injonctions du directeur de la Banque de France.

Faire passer cette réforme indispensable par le canal syndical nécessite de la part des responsables syndicaux une claire vision des réalités...

Il est relativement facile de mobiliser les salariés et même les retraités pour la défense de pseudo-privileges qui ne sont souvent que des leurres. Mais si les responsables syndicaux ne parviennent pas à convaincre leurs adhérents que le problème actuel est un problème monétaire et non plus un problème de lutte des classes, nous allons tout droit à la catastrophe.



Libéralisme et privatisations

Lorsque Reagan est arrivé au pouvoir en 1981 avec ses conseillers ultra-libéraux, ce n'était pas le problème de la privatisation qui se posait, l'économie américaine étant dans son ensemble aux mains du privé. Le but du nouveau libéralisme était d'aller plus loin en instaurant la déréglementation : plus aucune contrainte de l'État, l'économie s'autorégule. En deuxième lieu, il s'agissait d'influencer les pays - et tout d'abord les pays riches - dans lesquels l'État contrôlait des pans entiers importants de l'activité économique : aviation, chemins de fer, énergie, postes, armement, caisses d'épargne, banques, assurances, etc. On se souvient par exemple des voix de l'opposition qui, dans la France mitterrandienne, s'élevèrent pour louer sans réserve les bienfaits du néolibéralisme outre-Atlantique et bientôt outre-Manche.

La meilleure élève de l'ultra libéralisme fut sans conteste Margaret Thatcher, arrivée au pouvoir en 1979. Son long règne lui permit de tout démanteler du service public (eau, électricité, gaz) pour finir par les chemins de fer. Lady Thatcher voit son œuvre couronnée aujourd'hui par la privatisation, impensable il y a vingt ans, des centrales nucléaires, réalisée par John Major, mais que n'eût pas désavoué son illustre devancière... L'Allemagne emboîta le pas plus prudemment. Mais la France de Chirac-Balladur (1986-1988) se lança à fond dans les privatisations. Le mouvement s'est poursuivi en 1993, et s'est accéléré depuis 1995, Chirac ayant devant lui 7 ans de pouvoir garanti (en principe). La vague atteint, depuis la chute du communisme, le monde entier. Ainsi le Brésil prévoit 100 milliards de recettes de privatisations en

deux ans. À peine élu, le nouveau premier ministre espagnol promet des privatisations massives. Même dans les pays en voie de développement, la politique du FMI "va dans le bon sens" libéral. Et en Chine, le "socialisme de marché" n'est pas incompatible avec le privé. Quant aux pays de l'Est, la marche à l'économie de marché passe d'abord par l'économie de marché noir.

En résumé, la **pensée unique** apparaît comme le couronnement de l'économie libérale, de plus en plus ultra-libérale, et mondialisée, les remparts du monde communiste s'étant effondrés (au fait, qui était le "tigre de papier" ?).

* * *

Dans nos pays, il semble que "le bon peuple" ne mesure pas à quel point il paie les privatisations;

1 — Ne sont, d'évidence, livrés aux capitaux privés que les établissements qui font des profits. L'État actionnaire se prive dans ce cas des bénéfices réalisés; il doit donc trouver ailleurs - par les impôts bien sûr - l'argent ainsi perdu. Et qui paie les impôts, sinon "le bon peuple" ?

2 — Pour pouvoir privatiser dans le futur les firmes déficitaires, l'État commence par prendre des mesures pour les remettre à flot et les rendre rentables. Comment ? D'une part, en injectant l'argent... du contribuable : ainsi 20 milliards pour Air-France. D'autre part, en "dégraissant" : les fameux "plans sociaux" se traduisent par des licenciements ou des mises à la retraite anticipées - souvent à 55 ans - que paiera la communauté, alias les contribuables une fois encore. Devenues rentables, ces entreprises seront privatisées. Ainsi seront liquidés - c'est le mot - les "bijoux de famille".

En France, jusque là, les recettes

de privatisations sont rentrées dans le budget, pour servir aux dépenses courantes. Noble fin ! Si encore ces rentrées d'argent servaient la recherche, la santé, l'éducation, la formation, le chômage, ce serait un moindre mal. En réalité, les privatisations sont faites au bénéfice des amis de l'Élysée ou de Matignon : Balladur en 1986-88 avait ostensiblement placé des proches à la tête des privatisées.

Les petits actionnaires ont cru à "l'actionnariat populaire", il est vrai, fortement médiatisé. Alors qu'il est de notoriété publique qu'environ les deux tiers des actions vendues sont réservées aux "investisseurs institutionnels" (les fameux zinzins). Les actions sont généralement vendues à un prix assez bas. Beaucoup, une fois passée l'euphorie des premières privatisations, se retrouvent au-dessous de leur prix d'acquisition. Les petits porteurs s'inquiètent, revendent, et, au bout d'un temps plus ou moins long, les zinzins, qui ont racheté à bas prix, se retrouvent en possession de l'essentiel des actions ...et des profits.

* * *

Et voilà comment les monopoles peuvent imposer leurs prix (eau, assurances, etc.), licencier à souhait (voir Télécom en Angleterre), rogner les avantages sociaux (fonction publique) et souvent utiliser les politiques pour leur service, comme des larbins ; ces mêmes politiques qui les ont pourtant si bien servis ! Et ces ultra-libéralistes, ces partisans de la déréglementation, viendront, curieusement soudoyer ces mêmes politiques pour obtenir un marché ou des appuis à l'exportation. L'économie intégrale de marché, c'est cela : maître et serviteur... et le "bon peuple" pour payer l'addition.

ANDRÉ PRIME



alerte rouge !

C'était le gros titre de la première page de *Newsweek* de la semaine précédant le premier tour des élections présidentielles en Russie. L'hebdomadaire, qui consacrait onze pages à ces élections, s'étonne que le communisme ne soit pas définitivement mort : «*Still red, not dead*», écrit le reporter spécial. «*Avant même que les jeunes en délire aient fini de danser sur les restes du mur de Berlin émergeait la première certitude de l'après-guerre froide : si ce n'était pas nécessairement la fin de l'Histoire, c'était au moins la fin de l'Economie. Le Capitalisme avait gagné et le Communisme avait perdu. C'est la seule chose que nous avons tous su immédiatement et absolument.* » «*C'est du moins ce que nous pensions* », ajoute, dépité, le journaliste. Rude coup en effet, puisqu'il faudrait tout recommencer si le candidat communiste était élu... et mettait en place un gouvernement réellement communiste (ce qui reste à voir).

Rien d'étonnant donc si toutes les "démocraties" occidentales veulent sauver Boris Eltsine, dernier rempart contre le retour des communistes au pouvoir en Russie. On se souvient que parmi les nombreux visiteurs qui se sont succédé à Moscou, Juppé a souhaité «*que la campagne électorale puisse être l'occasion de mettre en valeur les acquis de la politique de réforme menée par le président Eltsine* ». (Rappelons aussi, en passant, que l'inénarrable Juppé, alors au plus bas de sa popularité, n'avait pas craint de déclarer pendant son séjour auprès d'Eltsine : «*Ici, au moins, on respire*», ce qui était très gentil pour nous, ses administrés !). Mais quels sont donc ces fameux acquis de la politique d'Eltsine ?

Quelques exemples :

- Les revenus réels des ménages russes ont chuté de 13% en 1995 par rapport à 1994 et cette tendance s'est poursuivie en janvier 96 (*Le Monde* du 15.2.96).

- comme aux bons vieux temps des tsars ou de Staline, les Russes du

"démocrate" Eltsine ne disposent pas d'une totale liberté de mouvement : chaque citoyen est tenu de s'enregistrer sur son lieu de résidence et tout séjour de plus de trois jours en un lieu autre que celui figurant sur le passeport doit être signalé sous peine d'amende. Seules les personnes originaires de Moscou peuvent y résider en permanence, les autres doivent acquitter une taxe pour bénéficier d'un permis de séjour temporaire. Les Russes qui souhaitent acheter un logement dans la capitale doivent verser à la mairie une somme de 30.000 francs (les étrangers paient, eux, 300.000 francs) (*Le Monde* du 26.1.96).

- L'Office Mondial de la Santé s'inquiète de la résurgence des maladies infectieuses et contagieuses dans l'ex-URSS : la diphtérie que l'on croyait éradiquée en Occident a touché plus de 50.000 personnes dans l'ex-URSS. Les décès dus à la tuberculose sont en augmentation notable. Le choléra et les infections respiratoires causent la mort de nombreux enfants. Les maladies sexuellement transmissibles connaissent un très fort développement (*Le Monde* du 12.3.96).

- L'armée russe, autrefois fierté du régime, est menacée de décomposition (ce n'est pas nous qui nous en plaindrons) : en juillet 95, le ministre russe de la défense a demandé une rallonge d'urgence pour nourrir ses soldats; les désertions se multiplient ; à l'issue d'une beuverie, des soldats de la 106ème division motorisée ont vendu pour 6.000 dollars aux résistants Tchétchènes un char et de l'équipement lourd (*Le Monde* du 13.3.96).

- Le montant des retraites est dérisoire et les arriérés de salaire atteignent 20 milliards de francs. Le système D et le marché noir sont les seuls moyens de survie pour la grande majorité des russes. On ne compte plus les enfants non scolarisés qui errent dans les rues de Moscou.

- La corruption sévit à tous les niveaux et la mafia fait la loi. Plus de 100 milliards de francs quittent

clandestinement la Russie chaque année pour rejoindre des coffres suisses ou s'investir dans l'immobilier à Londres, sur la côte d'Azur et aux Etats-Unis.

Tels sont quelques uns des fameux acquis de la politique d'Eltsine tant vantée par Juppé, Kohl et Clinton qui ont incité le Fonds Monétaire International à accorder à Moscou un prêt d'un montant exceptionnel de 50 milliards de francs pour, dit le directeur du FMI, «*encourager la Russie à poursuivre ses réformes* », (et pas, comme vous pourriez le croire, pour soutenir le candidat Eltsine !). Il est bien évident cependant qu'une partie de ce prêt servira principalement à payer les arriérés de salaire et de retraite que l'État russe doit à une partie de sa population.

Ce prêt ne semble pourtant pas avoir impressionné le Russe moyen, bien au contraire : «*C'est bon pour Eltsine et sa bande mais pas pour le peuple. Comme d'habitude le peuple n'aura rien. Ils garderont tout. Nous n'avons pas besoin de crédit. La Russie a tout, du pétrole, du charbon, des forêts* », s'indigne un ancien ouvrier des usines automobiles Zill, aujourd'hui à la retraite. Souhaitons que ce bon sens soit partagé par la majorité des électeurs russes à la fin du mois de juin. Mais l'idée de voir revenir un président communiste est tellement insupportable aux occidentaux que les créanciers du "Club de Paris" (ensemble des créanciers publics) ont encore fait mieux : ils ont accordé à la Russie un délai de 25 ans pour rembourser 40 milliards de dollars (plus de 200 milliards de francs) de dettes. Autant dire que cette dette, qui est le montant le plus important jamais négocié par le Club de Paris, ne sera jamais remboursée ! De leur côté, les banques commerciales auxquelles la Russie doit 30 milliards de dollars étudient un programme de rééchelonnement. Décidément, l'affaire des emprunts russes ne semble pas avoir servi de leçon !

JEAN-PIERRE MON

La troisième voie, l'écho du cœur

Partager ou exclure, tel est le choix proposé aujourd'hui à l'humanité.

Les humains ont mis le progrès technique au service de leur avidité, au risque de détruire, comme on commence à le voir (transfusion sanguine-Sida, vaches folles, etc.) les bases mêmes de leur existence sur terre. La logique du profit, poussée par la mondialisation hors des limites du raisonnable, est suicidaire pour l'humanité.

Le point de rupture sera atteint lorsque le nouvel ordre économique mondial aura installé son gouvernement mondial, la pensée unique, après avoir déresponsabilisé les gouvernements nationaux, comme on le voit avec Bruxelles qui intervient de plus en plus sur le plan national.

Ce n'est qu'à ce moment-là qu'apparaîtront au grand jour les buts inavoués d'une société basée sur la dépendance, l'asservissement et l'esclavage.

Ceci permettra probablement une prise de conscience dans l'histoire de l'humanité car les civilisations évoluent soit par la sagesse, soit par la souffrance et la nécessité.

C'est pourquoi il est important de semer assez tôt les graines du changement, comme le fait toute l'équipe de la *Grande Relève*. De proposer une autre logique humaniste de partage, de liberté, même si elle peut encore être incomprise. Et lui laisser le temps, à la lumière des événements, de germer dans la pensée des citoyennes et des citoyens de notre planète.

Depuis 20 ans, la logique de l'économie libérale basée sur le pouvoir de l'argent, malgré les multiples solutions soi-disant miraculeuses prescrites à droite comme à gauche, n'a fait qu'aggraver la situation économique et sociale, en accentuant les inégalités, le chômage, et l'exclusion, et en développant simultanément le virus de la corruption.

L'ère qui vient, après l'écroulement du système actuel inadapté, verra l'émergence d'une conscience planétaire différente, basée sur le partage, l'équité, la responsabilité, la solidarité, c'est-à-dire une logique inverse de celle proposée aujourd'hui par la mondialisation qui installe progressivement, méticuleusement, au travers des différents accords du GATT sur toute la planète, une société fondée sur l'inhumanisme, l'élitisme, la dépendance et l'asservissement.

Sa logique met le profit au centre de toutes les activités humaines : éducation, enseignement, emploi, santé, médecine, recherche, industrie, agriculture, environnement, nature, artisanat, économie.

C'est un système qui est à l'inverse des lois de l'évolution. Il installe la dysharmonie.

Les valeurs que la mondialisation impulse sont en effet inversées, elles sont basées sur les défauts des êtres humains alors qu'elles devraient l'être sur leurs qualités.

L'alternative indispensable est de remettre l'Homme et la Nature au point central de toutes les activités humaines. Pour sortir de cette logique suicidaire, c'est sur cette base qu'il faut ensemble redéfinir les activités humaines. Et amorcer un projet de société alternatif, en commençant par remplacer le système économique par l'économie distributive, compte tenu des implications directes de l'économie dans la vie de tous les jours.

Voyant alors s'estomper leurs interrogations et leurs angoisses actuelles, les gens retrouveront leur dignité, le sentiment d'être utiles dans la société, la joie de vivre, celle d'être bien dans sa tête et dans son corps.

Bref, ils retrouveront tout simplement l'équilibre du cœur et de la raison : la troisième voie.

ROGER LEXTRAY

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

Mme Lahens 300 - Anonyme 4.000 - R. Richard 70 - J.P. Salge 170 - R.Y. Chédemail 370 - H. Deguillem 150 - Mme Anis 70 - Mme Maurice 40 - F. Logre 200 - J. Palier 300 - R. Claude 70 - S. Seckler 20 - Mme Colline 170 - J. Donadio 120 - R. Poulin 120.

Total 6.170 F.

Merci à tous !...

La Grande Relève

**s'est inscrite à titre collectif à la
Maison Grenelle**

21 Bd de Grenelle,
75015 Paris.

Ceci doit permettre à tous ses abonnés d'en utiliser les services, en particulier ceux de la bibliothèque.

Assez joué !



Les 28,8 millions de Français¹ qui ont misé sur les différents jeux de hasard en 1995 feraient mieux de s'intéresser au fonctionnement de l'économie, à ses fondements et son rôle, à son histoire et ses rapports avec la société. Que révèle cet emballage frénétique autour de l'argent ? N'est-ce pas le refoulement des grandes questions économiques que la *Grande Relève* soulève ? Les parieurs sont aveuglés pour croire que l'argent résoudrait leurs difficultés, comme par enchantement et qu'ils pourraient *s'en sortir* seuls, grâce à l'argent ! Par ignorance et paresse, absence de courage et fuite devant les évidences, des millions de Français acceptent ainsi la situation, par un vote onéreux en déposant chaque semaine leur bulletin de jeu !

Ne parlons pas seulement des jeux au casino. Leurs conséquences sont catastrophiques sur les budgets familiaux. J'ai le triste privilège de l'observer comme travailleur social depuis l'arrivée des machines à sous au Casino de Fécamp. Quarante-neuf de ces machines sont arrivées des États-Unis fin 1992 à la demande de Mme Bredin, à l'époque maire de la ville et ministre des Sports... Mais il est vrai que le Casino rapporte près de 2.500.000F de taxes à la ville : encore la tyrannie de l'argent !

Chaque bulletin du loto déposé signe l'asservissement à un système en état de décomposition... que les joueurs entretiennent ! La responsabilité de chacun d'eux est ainsi engagée envers la mutation en cours, laquelle passe aussi par un nouveau rapport à l'argent, la façon de le recevoir et de le dépenser. Sans véritable information, sans prise de conscience par chaque citoyen du rôle de la monnaie et de la fonction de l'économie, on ne peut guère espérer de changements. Ces structures sont d'abord mentales. Or il y a des faits qui devraient faire réfléchir et des événements récents, comme l'affaire des vaches folles, qui devraient servir de leçon !

«Puisque l'information est nécessaire à l'action efficace, comment le peuple peut-il agir puisqu'il est ou bien non informé ou plus gravement encore, informé de façon unidimensionnelle, orientée de manière à maintenir les structures hiérarchiques et de domination...»

Henri Laborit, La Nouvelle Grille

L'économie dévoilée

Sur ces millions de joueurs, combien auront le courage, pour s'informer, de jeter un coup d'œil sur le remarquable ouvrage intitulé "*L'économie dévoilée*"² pourtant disponible dans la plupart des bibliothèques ? Serge Latouche y expose en neuf points les paradoxes de l'économie. Il remarque singulièrement ceci : *«Plus l'imaginaire du marché s'étend à la planète toute entière, plus la discorde, la misère et l'exclusion semblent gagner du terrain. Terrible contradiction d'un modèle abstrait mis à mal par les complexités douloureuses de la vie»*. Dans son éditorial, le directeur de *Autrement* ajoute que *« l'économie réduit volontiers l'homme à une machine à calculer, et toute la réalité à des chiffres »*. Plus loin, il constate que les richesses naturelles *« ne pouvant être ni multipliées, ni épuisées, (autre préjugé de la pensée dominante), elles ne font pas l'objet de la science économique... Tout ce qui n'est pas produit en entreprise et pour le marché, tout ce qui n'entre pas dans les rapports d'échanges marchands ou qui ne fait pas intervenir la monnaie, échappe largement à l'économie »*. C'est ainsi qu'on enseigne toujours aux étudiants économistes que l'eau et l'air sont sans valeur !

Il pose aussi de bonnes questions *« Il est intéressant de produire de la nourriture pour manger. Il est utile de gagner de l'argent pour subvenir à ses besoins. Là est le bon sens. Mais est-il intéressant et utile de gagner de l'argent pour avoir plus d'argent, afin de pouvoir en gagner davantage ? Est-il utile de produire de la nourriture au-delà de ce que l'on peut consommer ? Utile à qui, à quoi ? À faire encore de l'argent... »*

Où sont les vraies richesses ?

Dans le chapitre consacré aux rapports de l'économie et de l'écologie, J-F Noël montre que la nature est considérée par l'économie capitaliste comme une mère... avare : la rareté occupe une place centrale dans le dispositif économique. L'économie invente littéralement la rareté³, en suscitant l'extension de la propriété privée. Plus loin, il souligne que *« la rareté est d'abord l'effet de l'égoïsme des accapareurs de l'abondance naturelle »*. Il poursuit : *« La rareté justifie non pas d'économiser la nature, mais au contraire de la torturer (j'ajoute y compris une grande part de l'humanité). La valeur n'est produite que dans l'exploitation (outrancière) de la nature (et des humains qui en font partie). Les ressources brutes sont sans valeur et supposées abondantes »*.

La société moderne construit une fraternité abstraite universelle, les droits de l'Homme, en désignant la nature comme bouc émissaire des hommes. L'infinitude potentielle de la nature, comme source de matières premières ou comme poubelle pour nos déchets, justifie la coopération de tous les hommes soi-disant pour le bien de tous. Cela s'illustre par le pillage des ressources naturelles aussi bien que par le *« traitement des cobayes »*...

Dans sa contribution pour sortir de l'économie, A.Caillé plaide en faveur d'un revenu de citoyenneté inconditionnel, permanent et cumulable. *« Face au paradigme utilitariste, dit-il, où tout est calcul d'intérêts, il faut inventer un autre modèle de l'action économique. Le voyage aux racines primitives de toute sociabilité humaine nous fait retrouver, non pas l'échange donnant-donnant, mais le don »*.

« La réalité du jeu économique, qui

devait assurer la prospérité pour tous, n'est rien d'autre que la guerre économique généralisée » conclut S.Latouche. Comme toute guerre, elle a ses vainqueurs et ses vaincus. Les gagnants bruyants et fastueux apparaissent auréolés de gloire et de lumière (tel ce jeune joueur de loto cinq fois milliardaire à 23 ans !...). Dans l'ombre, la foule des vaincus, des exclus, les naufragés du développement, forment des masses toujours plus nombreuses...

réconcilier entreprise et société

Mais partout, des consciences renaissent, portées par des valeurs féminines présentes en chacun. Elles contraignent à juger sévèrement ce système infernal et prédateur... Voici, dans *Le Monde* du 16 mai 1996, un article étonnant d'Alain Faujas : «*De jeunes patrons prédisent l'implosion du capitalisme sauvage*». Le Centre des jeunes dirigeants d'entreprises vient d'écrire une lettre ouverte⁴ aux dirigeants pour réconcilier l'entreprise et la société.

Voici ce que dit D.Livio, président du CJD : «*Depuis vingt ans, l'entreprise, pour gagner, fait perdre la société. Interpellés par les politiques et par l'opinion publique sur le thème de l'emploi, mais impuissants face à cette demande, ligotés par la dictature des marchés, mais incapables d'y résister, les chefs d'entreprises que nous sommes sont de plus en plus écartelés entre leurs exigences spéciales et les contraintes économiques. Nous sommes convaincus que le capitalisme non régulé explosera comme a explosé le communisme si nous ne saisissons pas la chance de replacer l'homme au cœur de la société*».

Rage aussi contre le court terme : l'auteur de l'article poursuit : «*Le CJD n'hésite pas à remettre sur le métier le droit du travail, le droit des sociétés, et le droit pénal. La protection sociale serait refondue pour faire place à un revenu d'existence (oui j'ai bien lu et je n'en crois pas mes yeux !) de 1800 F par mois pour tout citoyen, car le simple fait*

d'exister enrichit la société».

A.Faujas pense que «*cet essai risque donc d'irriter tout le monde : le désir d'échapper au système bancaire inquiétera les financiers...*». Et aussi tous ceux qui alimentent par leurs pensées et leurs actes chaque jour, la pérennité de ce système monstrueux.

grains de SEL

Ce désir d'échapper à la monnaie a été superbement illustré par un magnifique reportage *Envoyé spécial*, diffusé le 25 avril sur *Antenne 2*. Intitulé «*Grains de SEL*», il présentait une expérience originale, fondée sur un nouveau rapport à la monnaie et aux nouveaux types d'échanges qu'il permet. La monnaie courante est **fictive : elle n'a de valeur qu'en vertu de conventions**. Pourquoi donc ne pas en créer une autre, plus conforme aux réalités actuelles de notre société ? Alors que la monnaie traditionnelle ne parvient plus à permettre convenablement l'échange de services ou de biens matériels, du fait aussi de sa rareté, les *grains de SEL* (Système d'Échanges Locaux) recréent un réseau humain d'échange et permettent enfin cette insertion dont on nous rebat tant les oreilles !... Par nécessité vitale, la soi-disant crise contraint à trouver des moyens pour échapper à la dictature de la monnaie. L'émergence de ces réseaux favorise le troc entre particuliers et permet aussi de lutter contre l'exclusion. Le reportage réalisé dans un village de l'Ariège montrait un jeune homme qui avait restauré la maison d'une habitante qui n'aurait jamais pu assumer la charge financière de ces travaux sans l'appui du SEL. Ce jeune homme était ravi de montrer ses compétences à de nouveaux amis du réseau, qui avaient pensé à lui pour la veillée de Noël. Touchant, non ? Cette expérience avait fait l'objet d'un article dans *Le Monde* du 28 septembre 1995. L.Marvani, professeur à HEC, pense que le système devrait rester marginal et il explique pourquoi, sans être convaincant, car la paupérisation de la population avance à grands pas, et dès qu'elle aura vraiment pris conscien-

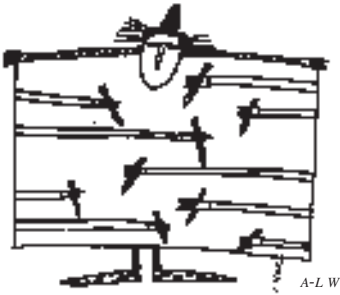
ce de son **enfermement** économique, elle se tournera, par **nécessité**, vers des expériences analogues dites encore... marginales. Grâce à ce reportage télévisé, des milliers de personnes ont pu concrètement se rendre compte du fonctionnement d'une économie ouverte qui n'exclut plus. Elles auront pu s'éveiller à d'autres perspectives que le loto. Espérons que ce n'est qu'un début car les événements pressent. Il est temps d'aborder l'ère du partage et des échanges économiques et, grâce à eux, de pouvoir connaître et apprécier la valeur des règnes qui nous ont précédés et auxquels nous devons notre *richesse*. Cette renaissance est destinée à **tous**. Uniquement, parce que les générations précédentes, grâce à leur travail et leur Histoire (qui est la nôtre, celle de nos parents, grands-parents, ancêtres), ont fait naître progressivement les conditions de vie actuelles. Elles permettent aujourd'hui d'accéder à l'usage de biens matériels abondants à des fins d'évolution. Abondance ne signifie donc pas gaspillage. Elle nous conduit logiquement et naturellement vers le sens du Partage conscient, donc bien compris. A ce niveau, un effort de culture, d'information, de formation trans-disciplinaire est indispensable.

Cet effort de culture personnelle n'est pas vain : il permet à chacun de maîtriser la société dite de consommation, de la mieux comprendre et de l'accueillir. Nous pouvons ainsi la dépasser et accéder à la créativité personnelle et/ou collective. N'avons-nous pas considéré jusqu'alors cette société comme une fin en soi ? D'où certaines désillusions et désenchantements... Un monde meurt. Un autre naît. Entre les deux est la mutation.

Mouloud TOUIEB

— — —

1. *Le Monde* du 15 mai 1996
2. paru dans la collection *Autrement*, Série *Mutations*, n° 159, nov 95.
3. NDLR. Nos lecteurs rapprocheront ces remarques de *Rareté et Abondance*, publié en 1944 par J.Duboin.
4. *L'Entreprise au XXIe siècle* (CJD Flammarion).



A-L-W

A propos de l'article de Djémil Kessous, *Critique du lutte-de-classisme*, paru dans notre N°955, Gérard Lafforgue, Président des GSED, annonce une critique qui serait intitulée "Djémil peut mieux faire".

De son côté, Louis Gohin nous a envoyé les réflexions suivantes, auxquelles Djémil répond ensuite.

Je considère Djémil comme un ami c'est-à-dire plus que l'habituel "camarade"... terme utilisé dans beaucoup de journaux révolutionnaires. Seulement je suis obligé, aujourd'hui, de lui dire que je ne suis pas d'accord avec sa "Critique du lutte-de-classisme".

A mon avis cela fait un "isme" de trop... et, de cela, nous crevons - "stalinisme, trotskisme, déviationnisme, révisionnisme"... Sans oublier communisme et christianisme. La lutte des classes ! Elle nous a été imposée par la bourgeoisie. N'est-ce pas elle qui a utilisé la première fois ces termes ? Le "lutte-de-classisme" n'est pas une idéologie, l'oméga de l'histoire ouvrière. Aucun révolutionnaire de notre époque ne s'y réfère perpétuellement. Ce serait alors un alibi comme l'est une autre formule "rapport de forces", à l'inertie et souvent à sa justification. Le mouvement de décembre 1995 n'a pas été une marche "dans le brouillard". Le gouvernement a été sérieusement ébranlé. J'appartiens à la CGT. Je ne suis pas toujours d'accord... Et je le fais savoir. Ainsi je ne peux pas cautionner ce nationalisme larvé de certaines fédérations. Je n'accepte pas de "ranger ma casquette", quand on me parle de la défense, de l'indépendance nationale. Libertaire, je suis pour d'autres moyens que de faire des armes qui serviraient, paraît-il, à préserver un pré carré appelé "patrie". Je ne pense pas que notre action ait été vaine. Je critique, simplement, cette rencontre de Matingnon avec Juppé. On lui a donné un ballon d'oxygène alors qu'il semblait être assis sur un siège éjectable. Djémil me répondra : "et après lui il y aurait eu un autre Premier ministre de même bord". Sans "isme" cela avait valeur de symbole.

Cela signifiait que la rue, aussi, pouvait dire qu'elle avait sa légitimité. Le pouvoir, lui, y perdait prestige et autorité. Il y a eu de nombreuses expériences depuis 1960. Elles ont eu le mérite d'exister. A nous désormais, d'en tirer les conclusions, d'en examiner ce qui est positif et de remédier au négatif. On peut adapter les expériences à notre environnement immédiat. Dans le journal "Alternative libertaire" de mai-juin 1996, il est fait cas de la première déclaration de la realidad contre le néolibéralisme et pour l'humanité. Un des camarades d'Alternative libertaire en a tiré un article : "Une nouvelle forme d'internationalisme". C'est le moment ou jamais de nous impliquer dans une lutte qui ne se référera plus à la IIème, à la IIIème ou à la IVème internationale... de sortir d'un autre isme : le marxisme. Il faut aussi se souvenir que Marx déclarait ne pas être marxiste et être pour le "dépérissement de l'Etat". On est loin, là, du nationalisme du PCF qui chouchoute l'État et, s'il avait le pouvoir, le renforcerait. Je trouve que Djémil a une vision réductrice de la lutte des classes des mouvements derniers, de la lutte des étudiants contre le CIP. "Bayrou des sous... Juppé du blé". Quelle différence avec le "Charlot des sous". Lors de la visite, dans les années 60, de de Gaulle à Marseille, les jeunes réclamaient de l'argent pour améliorer leur condition de travail, des crédits pour des profs, les Marseillais pour leur condition de vie. La lutte est parfois plus terre à terre... sans idéalisme.

Il y a aussi une contradiction dans le texte de Djémil. Au début il parlait de fuite dans le brouillard et, subitement, fait allusion à « un gigantesque non à la politique actuelle du libéralisme », puis il enchaîne en

soulignant une « absence de perspectives au coeur des larges masses populaires »... Contradictions à quelques lignes près. Je demande à Djémil de préciser. Cette partie de son texte est floue. Certes, il faut rechercher les causes et effets de tous les maux actuels. Djémil juge parfaitement les raisons de ceux qui sont contre la lutte des classes. Par contre, taxer les camarades de la gauche militante d'un excès de lutte-de-classisme n'est-ce pas, déjà, critiquer, a fortiori, toute remise en cause du capitalisme ? Il aboutit à une critique que je ne trouve pas tellement positive, ni constructive. C'est un peu les critiques que pourraient formuler, précisément, des néo-libéraux. Attention de ne pas tomber dans une vision suicidaire, et de ne pas, finalement, donner du blé à moudre aux adversaires "de classe".

Finalement nous arrivons à l'économie distributive. C'est par là qu'il aurait fallu commencer. J'ai dit à Djémil que la monnaie actuelle était gonflée artificiellement, qu'elle était indexée sur le dollar, lui-même relevant de la planche à billets, et qu'un krach à l'heure actuelle aurait d'autres conséquences que celui des années trente. Il aurait l'effet d'un immense cataclysme. On déboucherait non pas sur le Grand Soir mais sur le Grand Vide. S'il n'y avait pas, alors, de nouvelles formes d'économie, on serait confrontés à une résurgence de la barbarie. C'est pourquoi l'intérêt du mouvement anarcho-syndicaliste et libertaire est de travailler à une nouvelle conception de la vie sociale. Si l'article de Djémil me fait parfois grincer des dents, il a quand-même le mérite de permettre un débat contradictoire.

LOUIS GOHIN

Réponse à L.Gohin

Pour ne pas allonger inutilement le débat je me contenterai de faire une réponse globale à Louis, dont l'amitié me va droit au coeur.

« *Il règne en ce moment sur le continent une véritable épidémie de grèves et l'on y réclame bruyamment une augmentation des salaires (...)* Les travailleurs ne doivent pas s'exagérer le résultat final de ces luttes quotidiennes. (...) Sur leur bannière, il leur faut effacer cette devise conservatrice : " Un salaire équitable pour une journée de travail équitable " et inscrire le mot d'ordre révolutionnaire : " Abolition du salariat " » Ainsi s'exprimait Marx en 1865. Au cours de sa conférence, il dénonçait ce système qui contraignait les travailleurs « de se vendre comme des marchandises » et, à cette époque, de nombreuses écoles socialistes, syndicalistes, anarchistes, qui se voulaient résolument révolutionnaires, au-delà ses simples revendications salariales, proclamaient ce mot d'ordre : " abolition du salariat "... En effet, le salariat c'est une des formes les plus odieuses de la vénalisation, de cette prostitution généralisée que représente le capitalisme : la vente de son propre travail, de son talent, de soi-même... Demander des augmentations de salaires, cela équivaut à se négocier, comme une vulgaire marchandise, sans remettre en cause le fond du système.

Mais demander " des sous " en plus à Juppé, à Bayrou ou à Charlot, des crédits supplémentaires, de l'argent, c'est exactement la même chose. Ça ne remet pas en cause le système. En outre, ce même système, aujourd'hui plus que jamais, est bien incapable de satisfaire globalement ces exigences. Pourquoi ? L'argent est le symbole même du capitalisme... Entre toutes les marchandises, c'est

LA Marchandise, équivalent universel. Le système *fabrique* de l'argent comme n'importe quelle autre marchandise. La monnaie est produite par les banques, tout comme d'autres marchandises sont fabriquées par les entreprises privées. Et pour fonctionner *correctement* le système doit impérativement entretenir une rareté relative de toutes les marchandises, et, entre toutes, de l'argent. On rationne, donc, l'argent comme les marchandises - parfois on stocke - pour maintenir les cours à un certain niveau.

Pour mieux comprendre le problème, nous allons conter cette petite histoire drôle. En observant des joueurs de foot évoluer sur un terrain, une vieille dame disait : « *je ne comprends pas pourquoi ils se battent tous pour ce ballon... il n'y a qu'à leur en donner un à chacun* » ... D'accord, mais alors il n'y aurait plus de jeux... D'une manière identique, si on distribuait à chacun des revenus indexés sur la production, au lieu de les raréfier artificiellement, le *jeu capitaliste* ne tournerait plus. Cette parabole du foot peut aller très loin : le capitalisme, c'est bien un immense jeu où l'on est contraint de se battre pour toucher la balle... ou des balles... *t'as pas cent balles ?* et c'est un jeu criminogène car il pousse aux coups bas, lesquels font des victimes non seulement sur le terrain mais sur les touches où sont reléguées les immenses masses *exclues* du jeu.

Le problème est que nos concitoyens, dans leur grande majorité, jusque dans les groupes de cette gauche qui se prétend révolutionnaire, ignorent obstinément le discours que je viens de tenir ; pas plus que le système en général, ils ne veulent remettre en cause radicalement l'argent qui en représente son fondement essentiel. Il y a plus de 50 ans, le très respectable Lord Keynes, avec sa proposition de monnaie internationale,

le *bancor*, apparaissait bien plus révolutionnaire. Pourtant, dans le passé, la gauche militante abordait bien ces problèmes, en partie tout au moins. On envisageait soit le bon de travail, soit la gratuité pure et simple. A présent il n'en est rien. Comme je l'écris dans mon article : « *Cette absence de perspectives que l'on observe au cœur des larges masses populaires se retrouve parfaitement, comme un reflet, dans tout le monde de la gauche militante, dans les organisations, les revues...* » Je m'étais amusé, il y a quelques années, à relever quelques gros titres parus dans cette presse qui se veut fidèle au socialisme originel ; voilà ce que cela donnait. « *FACE À LA SPIRALE DE LA BARBARIE GUERRIERE, UNE SEULE SOLUTION : DÉVELOPPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE²* » ; « *OPPOSONS LA GUERRE DE CLASSE À LA GUERRE DU GOLFE³* » ; « *CONTRE LA GUERRE, VIVE LA LUTTE DE CLASSE ANTI-CAPITALISTE⁴* ». On chercherait en vain dans ces revues, à part la sempiternelle " *dictature du prolétariat* ", un quelconque projet alternatif concret.

Jaurès avait parfaitement montré que la société capitaliste « *porte en elle la guerre comme la nuée dormante porte l'orage* ». Alors face à ce système, une seule solution : en construire un autre. Et pour cela, la lutte de classes, bien que nécessaire, fondamentale, est néanmoins insuffisante... C'est à toute une œuvre constructive que les révolutionnaires, collectivement, doivent s'atteler.

DJÉMIL KESSOUS

— — — —

1. Les extraits cités figurent au début et à la fin d'une conférence donnée à Londres les 20 et 27 juin de cette même année.

2. *Révolution Internationale*, n°64 1er trimestre 91.

3. *Perspectives internationalistes*, n°18, hiver 90/91.

4. *Le Prolétaire*, n°409, janvier-février 1991.

initiatives et libres opinions

L'arbitrage du marché ?

Q u'arbitre donc le marché sinon un partage souvent boiteux, entre compères ou concurrents, d'une marge de profits supputés à laquelle le consommateur sera fermement incité à souscrire sans qu'il lui soit loisible d'en discuter le bien-fondé, la légitimation ?

Doit-on, lorsque le marché refuse un produit, conclure que l'article est nécessairement inutile ou de mauvaise qualité ? Et s'il advient qu'il soit trop cher, n'est-ce pas parfois, en raison, justement, du souci apporté à en soigner la qualité ? Le fonctionnement du marché est tel qu'un produit difficile à vendre se voit catalogué comme économiquement et socialement inutile. Bel exemple de morale sociale !

S'il existe tant de consommateurs impécunieux, ne faut-il pas incriminer le système du marché, incapable de munir les ménages qui ont des besoins pratiquement insatiables, en revenus suffisants pour écouler du moins tout ce qu'il est techniquement et matériellement possible de produire ?

Comment, d'autre part, savoir par l'arbitrage du marché, si un produit est utile ou nocif, nuisible à la santé physique ou morale de l'individu, pollueur pour l'environnement ? Ne demandons pas au marché de déceler le gaspillage, d'apprécier l'utilité sociale, les taux d'insatisfaction, notion inconnue de la gent des économistes formés aux idées reçues.

Le marché ? Un simple dé à coudre au regard de l'immensité des besoins réels, une petite crotte de rien du tout autour de laquelle le management butine en se prenant pour le nombril de la planète.

Mais le marché est-il une crotte de rien du tout ou bien une idéologie qui nous envahit ?

HENRI MULLER

Comment vaincre le chômage ?

L'instauration d'un revenu social pour tous, de l'ordre de 1,5 fois le SMIC coûterait effectivement 93 milliards de francs et permettrait de créer 165.000 emplois.

L'institution de la semaine de 4 jours permettrait de créer 1.200.000 emplois et coûterait 34 milliards.

La retraite possible après 35 ans d'activité permettrait de dégager 600.000 emplois.

R.MERCIER, ingénieur A & M

D'abord, apprendre à gérer

Vous proposez de nous unir pour demander l'économie distributive tout de suite ! Mais demander à qui ? Aucun gouvernement de droite ou de gauche ne votera une telle loi, qui dépouillerait les capitalistes. Ou alors il faudrait que 20 millions de travailleurs se mettent en grève sur le tas, assistés de 3,5 millions de chômeurs, car il ne faut pas oublier que l'administration, la police, l'armée et la bureaucratie capitaliste sont les garants des institutions bourgeoises.

Donc avant tout changement, il faut proposer un projet capable de remplacer le système économique actuel basé sur le prolétariat.

Pour l'obtenir, il faut que les prolétaires prennent conscience de leur puissance économique car sans eux rien ne se fait, et qu'ils estiment le profit que l'exploiteur réalise sur leur travail. Ils pourront vérifier eux-mêmes la valeur de ce qui rentre dans l'entreprise et la valeur de ce qui en sort. Bien sûr, il faut assurer la liaison entre les différents opérateurs de chaque service de l'entreprise (réception, transformation, comptabilité, expédition). Chaque opérateur prendra la mesure de sa participation dans l'entreprise. Au fil de cet apprentissage, les travailleurs pourront opposer un bilan réel, face au bilan de l'exploiteur.

Car en fait, faire le grève pour un meilleur salaire ne change rien au statut de prolétaire et vouloir abattre la classe capitaliste sans un projet permettant aux travailleurs (ouvriers, employés, cadres) de contrôler la production et la distribution, c'est aller vers un échec certain.

Pour instaurer une autre politique, il faut donc que les travailleurs commencent à s'initier à la gestion des entreprises pour assurer leur fonctionnement et leur adaptation au nouvel ordre économique.

C'est dans la mesure où les travailleurs, grâce à leur expérience de gestionnaires, seront capables d'assurer eux-mêmes le changement d'économie que celui-ci pourra être réalisé.

Voilà mon intime conviction pour réaliser l'économie distributive, mais évidemment je suis pour l'union de tous ceux qui veulent et agissent pour un changement de société et en particulier avec les syndicats de travailleurs dont les dirigeants sont trop timorés et surtout laxistes.»

JEAN BARD

NDLR: Ce sera aussi dur que faire passer d'emblée l'idée de l'ED: la gestion des entreprises, comme la finance et plus généralement l'économie sont compliqués à plaisir par ceux qui en ont fait leur "domaine réservé".



A-L W

A propos de l'ex-URSS

Pourquoi revenir sur cette question ? Parce qu'elle est d'une extrême importance pour l'avenir.

La fondation de l'URSS, en 1917, a soulevé un immense espoir chez des millions de personnes, dans le monde entier et sur des générations. La déception fut à la mesure de l'espoir. La critique s'est donné libre cours éreintant à plaisir Socialisme et Communisme.

Or, dans ces circonstances, il importe au plus haut point de garder la tête froide : d'abord, parce que l'échec soviétique ne fait absolument pas disparaître les problèmes de l'Occident, en second lieu, parce qu'il nous rend un immense service, et pas seulement aux amateurs de changements, lesquels sauront au moins ce qu'il ne faut pas faire ! Les autres feront aussi bien de méditer la leçon. Quelle que soit l'explication donnée à la mésaventure soviétique, on peut affirmer à coup sûr, qu'elle résulte d'une gigantesque démotivation. Et c'est ce qui attend, pour ne pas dire plus, nos chantres du "libéralisme" incapable d'éliminer les hontes du siècle !

Dans l'analyse des causes, il convient d'autant moins de se tromper que les solutions de rechange ne courent pas les rues, pour notre vieux capitalisme. L'éclatement de l'URSS met-il bien en cause Socialisme et Communisme ?

Vaguement défini par la formule "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", le Communisme est resté à l'état de projet. Il suppose l'abondance et on en était loin ! On ne peut condamner comme responsable un régime demeuré à l'état virtuel.

Pouvait-on au moins qualifier le pays de "socialiste" ? Il y a bien eu, théoriquement, propriété collective des moyens de production et répartition collective du profit (car on est resté en économie de profit !), en application de la formule : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses œuvres".

Que s'est-il passé en réalité ? L'organisation collective a visiblement été confisquée par une minorité : la fameuse "nomenklatura". On a assisté à la reconstitution d'une classe dirigeante extrêmement rapace ! Il y a bien eu des expériences fondées sur l'intéressement des travailleurs, avec succès. Elles ont été sabotées par ladite "nomenklatura" !

La pire façon de défendre son intérêt,

c'est de ne voir que son intérêt... Là aussi, nos propres dirigeants ont des leçons à prendre.

Ce n'est pas la première fois que l'être humain pervertit des idées généreuses : les Chrétiens renoncent-ils à leur foi parce qu'elle a donné naissance jadis à l'Inquisition ? Il ne vient à l'idée de personne, sauf un anticlérical tordu, de condamner le Christianisme pour cela.

Quelles conclusions tirer de l'affaire ?

Tout d'abord celle-ci : le plus beau projet de société est voué à l'échec s'il n'apporte pas aux intéressés une véritable amélioration. Dans le cas de l'URSS, il aurait mieux valu dire : le Socialisme existera lorsque les moyens de production et d'échange fonctionneront vraiment dans l'intérêt général.

Ensuite : la nocivité du mensonge comme moyen de gouvernement, mensonge d'ailleurs inévitable dans une société au service d'une minorité, comme le despotisme.

Enfin, la bureaucratie, le refus des idées nouvelles, le manque d'imagination, l'étouffement des initiatives constituent autant de conditions aggravantes ! Non seulement une organisation collective de l'Economie n'est pas vouée à tous ces travers, mais elle peut être un bon moyen de simplification, en évitant les doubles emplois. A condition, pour les responsables, d'agir fortement dans ce sens. Elle ne s'oppose pas non plus à priori aux initiatives personnelles : bien mieux, leur encouragement est une condition de sa réussite. Et il ne s'agit pas de réserver l'esprit d'initiative à une minorité, comme dans notre beau Capitalisme. Seule condition qu'il s'exerce pour le bien de tous.

J. M, Annecy

PS. Tout projet de nouvelle société est condamné à réussir, et à réussir vite.

Les dirigeants de l'ex-URSS auraient gagné à connaître le projet d'Économie Distributive. L'indexation de la monnaie et des revenus sur la production peut s'appliquer partout, même dans la rareté. Dans ce cas, elle constituerait même une sérieuse motivation.

En cas de besoin, il faut le savoir, le gouvernement soviétique, maître de sa monnaie, pouvait en créer. Peut-être ne l'a-t-il pas fait assez, ou de façon inopportune ? Pour les armements et l'aéronautique, dépenses inflationnistes par excellence, surtout en conditions de rareté ! Comment d'ailleurs les dirigeants soviétiques auraient-ils connu nos idées ? Par le PCF ? N'oublions

pas non plus les conditions dramatiques dans lesquelles l'Union soviétique a vu le jour : Première guerre mondiale, guerre civile et pénurie atroce ! Ni les ravages de la Seconde guerre mondiale.

* * *

Deux remarques : • quand on suggère que le capitalisme risque d'aboutir à une explosion, a-t-on toujours à l'esprit qu'elle serait bénéfique pour lui puisque, tel le Phénix, son dynamisme consiste à renaître de ses cendres.

• Dans l'article "Equilibre budgétaire" (page 5 du n° 956), la phrase clé est «le capitalisme lui impose d'emprunter...», ne faudrait-il pas dire plutôt : «la monnaie circulant, dont la création et la gestion échappent aux états, leur impose d'emprunter...» à la fois pour marteler la notion monétaire et ne pas entraîner de réflexe négatif en pensant aussitôt aux "socialismes" que nous avons connus ?

G.G., Corenc

Réponse. Tout à fait d'accord, et merci pour cette bonne remarque.

M-L D

* * *

Nous avons reçu des nouvelles de Madame Glade, une pionnière qui assura la chronique féminine de la Grande Relève de 1945 à 1955. Mère de trois enfants et animée d'un profond désintéressement, elle consacra ses temps libres à la cause de l'économie distributive. Par l'écrit, mais aussi par la parole, puisqu'elle anima de nombreuses conférences, au cours desquelles elle réfutait avec force les thèses de l'économie classique.

Née en 1904 à Carmaux, patrie de Jean Jaurès, elle tira de la réalité minière et d'un père très humaniste la force de ses convictions. Son frère Maurice Bonzom, ingénieur des Arts et Métiers, milita aussi pour la cause distributiste et publia notamment un fascicule au titre très actuel "Consommer ou périr".

Maria Glade a connu le MFA à Marseille où travaillait alors son mari, "gas d'zarts" lui aussi. À son arrivée à Paris en 1945, J. Duboin la prit dans son équipe de rédaction de la Grande Relève, il la fit même entrer à la Bourse et elle en assura, dès lors, une chronique hebdomadaire. Mme Glade est toujours une lectrice attentive de la Grande Relève..

* * *

En résumé, la "Grande Relève" analyse et propose :

UN CONSTAT :

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S' ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive, qui pose en principe que :

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



il n'y a plus d'avenir social en économie libérale

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

Pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui donner la

possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront composées d'élus, de représentants des

professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

*Pour en savoir plus sur ces propositions,
pour en discuter dans une tribune libre,
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :*

**LA GRANDE RELEVÉ,
BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris**

ou commandez à cette adresse des documents tels que :

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)

L'économie libérée, une brochure de base, bien documentée mais facile à lire (25 F)

un résumé : L'économie distributive et les transitions (25 F)

pour introduire une discussion : Un socialisme à visage humain, d'André Prime (25 F)

et une bande dessinée de 8 pages : Et si on changeait ? (35 F).

— tous ces prix sont indiqués franco —